

Le fascisme réel

16 juin 2014



Maxime Chaix

Le néolibéralisme est le **fascisme réel**. Il représente aujourd'hui le principal danger qui menace notre République, c'est-à-dire l'extrémisme le plus subtil et le plus incompris, donc le plus mésestimé dans sa capacité destructive. Ce nouveau fascisme se manifeste à travers une offensive généralisée contre les intérêts de la France et de nombreux autres pays, notamment européens. Il ne s'agit pas d'un vaste complot, mais d'un mode autoritaire de gouvernance qui se globalise dangereusement depuis la « Révolution Reagan » des années 80 et la dérégulation financière correspondante. Ainsi, l'influence et la richesse de ce que l'ancien diplomate et universitaire Peter Dale Scott a appelé le « supramonde » se sont démesurément amplifiées. (1)

Cette offensive néolibérale – multiforme et incessante – sert avant tout les intérêts de la politique étrangère des États-Unis et de leurs multinationales. Mais elle est également profitable à une nouvelle aristocratie apatride (2) : une hyperclasse informelle qui « n'a pas de visage », (3) qui dirige les Marchés et qui domine les cercles médiatiques, économiques et politiques français. (4) Cette hyperclasse ne constitue pas une structure hiérarchisée agissant de manière coordonnée, mais une classe sociale hautement privilégiée qui utilise son influence excessive pour s'enrichir au détriment de l'économie réelle. Manifestement, la plupart des Français de cette hyperclasse sont animés par un état d'esprit pathologiquement cupide (5) et déloyal envers notre pays. (6) En effet, à l'image de nos principaux dirigeants politiques, leurs allégeances profondes sont essentiellement atlantistes, (7) sionistes (8) et hydrocarbomonarchistes. (9) Au regard de la désindustrialisation accélérée de la France, (10) du consensus politique derrière la privatisation de son économie (11) et de l'exode fiscal d'un nombre croissant d'entreprises du CAC 40, (12) cette mentalité est commune à la plupart de nos élites qui – comme l'a dénoncé la députée de l'Aisne et ancienne directrice de l'ENA Marie-Françoise Bechtel –, partagent une « détestation (...) envers la nation [française] ». (13)

Imposé par des élites hostiles à leur patrie, le néolibéralisme prend la forme concrète d'une véritable guerre économique, financière, idéologique, psychologique et sécuritaire – une attaque si déstabilisante que dorénavant, la menace de troubles sociaux à caractère insurrectionnel n'est pas exclue par l'État français. (14) Appuyée par les grandes écoles et les médias de masse, cette offensive néolibérale est à la fois brutale et invisible, car elle est soutenue quotidiennement par le conformisme de la presse écrite et audiovisuelle. (15) C'est pourquoi elle est difficilement perceptible, en tant que menace réelle et immédiate, par la majorité de nos concitoyens. (16) Hélas, elle amoindrit lentement – mais efficacement – les structures de l'État providence **héritées** du Conseil National de la Résistance (CNR). (17) Non conventionnelle et intensive, cette guerre asymétrique a comme finalité d'enrichir les riches et d'appauvrir les pauvres au mépris de la souveraineté étatique, pérennisant ainsi une nouvelle guerre des classes menée verticalement – du fort au faible – à l'échelle globale. Les travaux de Thomas Piketty, qui deviennent un paradigme majeur en matière d'analyse économique, tendent à le démontrer de façon indiscutable. (18) Cette guerre des classes d'un nouveau genre – encouragée par la globalisation financière et la révolution informatique dans les échanges boursiers –, a d'ailleurs été admise par l'un de ses principaux belligérants, le

multimilliardaire états-unien Warren Buffet. (19) Bien que cet « aveu » soit ironique, il illustre néanmoins une réalité concrète.

Plus tragiquement, le néolibéralisme **prédateur** engendre des guerres durablement brutales et destructrices, qui favorisent avant tout des intérêts privés (et pas seulement énergétiques). (20) Ces interventions militaires sont justifiées par un usage abusif et trompeur des notions humanistes que sont les droits universels ou la démocratie, comme en Irak ou en Libye. Depuis le 11-Septembre, elles sont également légitimées par la guerre globale « contre » le terrorisme, comme en Afghanistan ou à Gaza. En réalité, les forces néolibérales s'appuient fréquemment sur des jihadistes (Bosnie (21), Kosovo (22), Libye (23), Syrie (24)...) ou sur des extrémistes de l'ultradroite (Amérique latine (25), Ukraine (26)...) pour « normaliser » des nations récalcitrantes, tout en invoquant les vertus de la démocratie à la moindre occasion médiatique.

Plus important encore, le néolibéralisme se fonde sur la conviction que les crises, les guerres et les désastres sont le moyen le plus efficace pour imposer aux peuples des mesures économiques qui seraient inacceptables en temps normal – comme l'a démontré l'économiste Naomi Klein. (27) Essentiellement, le néolibéralisme engendre une ploutocratisation du monde, puisqu'il contraint le pouvoir politique à privatiser les gains et à nationaliser les pertes – bien que ses apologistes défendent la notion cosmogonique d'une « Main invisible » qui régulerait les Marchés. En réalité, le néolibéralisme ne relève pas du libéralisme économique, mais d'un socialisme des nantis. En effet, une surabondance de trillions – attribués autoritairement aux contribuables *lambda* – a été transférée au secteur bancaire global par les gouvernants néolibéraux durant la crise des *subprimes*, dans le but d'éviter l'effondrement d'un système financier intrinsèquement criminogène (comme l'a expliqué le commissaire Jean-François Gayraud dans son dernier ouvrage). (28) Il en résulte une crise mondiale de l'endettement, qui légitime une nouvelle migration massive de fonds publics vers le secteur privé à travers ce qui est communément appelé l'« austérité ». (29) La guerre « contre » le terrorisme a également engendré un transfert colossal de ressources publiques vers des entreprises privées, le coût de ces interventions armées meurtrières – mais stratégiquement désastreuses – ayant contribué à la déstabilisation économique et financière globale. (30) Le néolibéralisme se nourrit donc de ces catastrophes humaines, et le caractère crisique du Système-monde globalisé promet d'heureux lendemains à l'hyperclasse tirant profit de ces désastres...

La stratégie de la tension médiatique et la guerre néolibérale

Le néolibéralisme est donc le fascisme réel. Celui qui est désigné comme tel par les médias français est instrumentalisé par l'hyperclasse à des fins de neutralisation démocratique. En effet, la médiatisation massive du Front National engendre un basculement du débat public vers les thèmes autoritaristes de la droite extrême. En retour, ce phénomène permet à l'hyperclasse d'imposer via des ministres de l'Intérieur fantoches (31) des politiques sécuritaires consolidant l'ordre établi au nom de la lutte contre l'insécurité, l'immigration, le terrorisme, la haine raciale (etc.). (32) Si le fascisme désigné avait été réellement dangereux pour le système néolibéral, le FN aurait été nettement moins médiatisé. Au contraire, ce parti – qui avait été propulsé sur le devant de la scène politique grâce à François Mitterrand dans les années 80 (33) –, bénéficie d'un accès de plus en plus privilégié aux médias. (34) Il en résulte une telle dégradation du débat public que le citoyen est sensibilisé de force à une vision décliniste de son avenir. Par conséquent, il a peur au lieu de tenter de comprendre qui est son ennemi réel, et ainsi de le combattre. Peur de l'autre, peur du lendemain, peur de l'étranger, peur du chômage, peur de l'appauvrissement, peur de la Crise... « Paradoxalement », l'hyperclasse qui domine les Marchés n'a jamais été aussi fortunée dans l'Histoire du monde. (35) Ainsi, autant dire que le fascisme néolibéral est efficace, subtil et abondamment financé, en plus d'être massivement médiatisé et stratégiquement enseigné (HEC, IEP, ENA, etc.). Il en est donc incroyablement dangereux et, à défaut d'être perçu comme un ennemi concret, il a été imposé « par voie parlementaire » à la tête de l'Union européenne – malgré les refus référendaires des peuples français, irlandais et néerlandais.

Puisque le néolibéralisme se légitime à travers l'arme de médiatisation massive, cette guerre est **psychologique** avant même d'être économique. Elle fait rage dans nos esprits car les médias nous imposent une stratégie de la tension permanente, qui délégitime le pouvoir politique et détruit les notions protectrices et structurantes de souveraineté et de patriotisme en les assimilant abusivement à l'« extrême droite » et au « nationalisme ». Parallèlement, la souveraineté – essentiellement économique, commerciale et industrielle –, est proscrite par les traités européens. (36) Pourtant, nos « partenaires » à Washington et à Wall Street – capitales mondiales du

néolibéralisme – n’ont aucun scrupule à contourner les règles internationales lorsque leurs intérêts le justifient. (37) Ainsi, dans cette guerre globale pourtant dénoncée par François Mitterrand peu avant sa mort, (38) le gouvernement français semble totalement acquis au néolibéralisme et à l’atlantisme correspondant. Par conséquent, – bien qu’elle ait ensuite évoqué des « conséquences négatives » dans les négociations du TAFTA –, notre direction politique s’est d’abord murée dans un silence assourdissant après que le *Wall Street Journal* ait révélé l’intention de Washington de condamner la BNP Paribas à une amende record de 10 milliards de dollars. (39) Comme l’a rappelé le journal *Le Monde*,

« [e]n droit international, les pays ne sont en général pas autorisés à exercer des compétences extraterritoriales comme les États-Unis le font en sanctionnant les banques étrangères. Mais un principe juridique supplante tous les autres : celui de la protection de la **souveraineté étatique**. Un principe résumé avec emphase par le [ministre de la Justice] des États-Unis, Eric Holder (...) : “Aucun individu, aucune entité qui fait du mal à notre économie n’est au-dessus de la loi” ». (40)

« *One Nation Under God* » : cette « souveraineté étatique » est en réalité de droit divin, d’où l’exceptionnalisme états-unien qui justifie cet hégémonisme global – y compris s’il implique les ingérences économiques permanentes et massives de Washington (alors que les États-Unis sont renommés pour leur attachement au libéralisme de marché...). Ainsi, le constat est cruel, mais il est sans appel : le néolibéralisme exige que la souveraineté soit légalement proscrite aux vassaux étrangers, notamment européens ; mais l’extraterritorialité du « droit naturel » du Souverain est imposée illégalement à travers de discrètes ententes technocratiques, voire des menaces publiques (41) ou officieuses. (42) Au sein de l’Union européenne, ce nouvel ordre extra-juridique se met en place subrepticement, sans que les peuples concernés ne soient consultés – comme l’a expliqué le sociologue Jean-Claude Paye. (43)

Dans ce contexte, comment nos responsables politiques peuvent-ils ignorer cette guerre néolibérale menée contre la France et l’Europe, en particulier à l’aune de l’affaire Snowden et de la volonté de Washington d’« **enculer** l’UE » à travers la crise ukrainienne ? (44) Pourtant, malgré cette hostilité manifeste de nos « alliés », le cadre institutionnel de l’Union européenne reste majoritairement atlantiste, donc acquis au néolibéralisme et à son bras armé qu’est l’OTAN. La guerre est silencieuse et feutrée depuis le bâtiment Berlaymont, sachant que la plupart des hauts responsables y siégeant font preuve d’une loyauté absolue envers les États-Unis et leurs intérêts (accords SWIFT, TAFTA, etc.). (45) Cette guerre n’en est pas moins intensive, brutale et démocratocide – ce que perçoivent majoritairement les électeurs français, sans parfois même en avoir conscience.

L’abstention majoritaire : la délégitimation populaire du néolibéralisme

Ainsi, lors du dernier scrutin européen, cette stratégie de la tension médiatique eu comme effet le plus **visible** de placer le Front National en tête de ces élections – une dégradation encore plus profonde du débat public étant donc inévitable. En effet, depuis le 21-Avril, les dirigeants des deux principales formations politiques droitisent sans complexe leur discours et leur action sur les questions sécuritaires – conformément aux programmes électoraux du FN. En revanche, lorsqu’il est question d’économie, ils disqualifient toute idée de « souveraineté » ou de « patriotisme » en les assimilant au « populisme » ou au « nationalisme » – malgré les efforts récents du *young leader* Arnaud Montebourg pour se réapproprier ces concepts, mais sans qu’il ne puisse appliquer les politiques de nationalisation correspondantes (puisqu’elles seraient contraires aux règles imposées par la Commission européenne). (46) Ainsi, dans les médias français, la victoire électorale du FN engendre un déferlement de mises en garde moralisatrices envers les abstentionnistes, alors que la France est profondément déstabilisée par une offensive néolibérale imposée depuis Washington, Wall Street et Bruxelles.

Dans ce contexte difficile, l’abstention d’une majorité d’électeurs français insensibles au piège frontiste est l’événement le plus **déterminant** de ces élections européennes – près de 56 % des inscrits ne s’étant pas déplacés dans l’isoloir. De manière informelle, ils constituent donc le plus grand parti de France, auquel j’ai récemment adhéré pour une raison simple : participer à la délégitimation d’un système oligarchique républicide et fondamentalement hostile à l’idéal démocratique moderne (donc à l’héritage des **résistants du CNR** évoqué précédemment). Le vote blanc n’étant pas comptabilisé à l’issue des scrutins français, j’estime ne pas avoir eu d’autre choix pour démontrer mon profond mécontentement.

Irresponsabilité civique ? Laissez-faire « coupable » en faveur du Front National ? Bien au contraire ! Lors des

dernières élections, le FN a réalisé un score majoritaire avant tout car les médias de masse ont continuellement promu ce parti en lui accordant une diffusion injustifiée et déstabilisante. Essentiellement, la diabolisation massive du FN par des cercles politico-médiatiques à la crédibilité déclinante a engendré sa victimisation électoralement profitable. Anticipé par les instituts de sondages, ce phénomène était prévisible au vu de la guerre néolibérale ici décrite, qui affaiblit notre pays et détruit notre tissu socioéconomique. Néanmoins, si l'on tient compte de l'abstention massive, ce succès électoral du FN représente avant tout une victoire symbolique, qui n'est pas représentative de l'opinion **majoritaire** des Français. Ainsi, elle ne doit pas masquer l'essentiel : en France, près de 56 % des citoyens ont choisi de boycotter les élections européennes plutôt que de cautionner par leur vote un système oligotechnocratique qu'ils considèrent comme illégitime.

Parallèlement, une succession ininterrompue de scandales a discrédité durablement le pouvoir politique français. L'impuissance communicationnelle de François Hollande au lendemain des élections européennes, ainsi que la déchéance fulgurante de Jean-François Copé et de son « organisation », en sont des illustrations évidentes et cruelles. Affaiblie et aveuglée par ses tropismes néolibéraux et atlantistes, la « classe politique » française en est donc réduite à dilapider les ressources et le patrimoine de son peuple au profit des Marchés, de leurs structures clés (OMC, NYSE Euronext, MES, CIRDI, BCE, etc.) et des pays œuvrant le plus agressivement pour imposer le néolibéralisme à travers le monde. Je fais ici référence aux États-Unis, à Israël, ainsi qu'aux hydrocarbomonarchies du golfe Persique. En France, ces forces profondes sont dangereusement et anormalement influentes. Or, peu d'observateurs semblent remarquer qu'elles sont massivement défendues par un système médiatique pourtant plus que jamais actif dans la déstabilisation du pouvoir politique français. (47) En effet, toute critique des États-Unis dans les médias engendre des accusations quasi-systématiques (mais faiblement argumentées) d'« anti-américanisme primaire ». (48) La moindre critique d'Israël, d'ailleurs avant même que quiconque n'ose s'aventurer sur ce terrain périlleux, est neutralisée par l'accusation révoltante d'« antisémitisme ». (49) Enfin, la critique des hydrocarbomonarchies du Golfe est tolérée, dans un contexte de diabolisation permanente de ce que la plupart des médias décrivent caricaturalement comme étant l'Islam – un processus auquel contribue activement le FN depuis des décennies. Néanmoins, ces critiques semblent plutôt rares et bien souvent indulgentes, au vu du caractère dictatorial de ces régimes et de la dangerosité de leurs politiques de soutien des réseaux jihadistes à l'étranger – dont la secte Boko Haram (50) ou la nébuleuse al-Qaïda. (51)

Ainsi, bien qu'étant profondément hostile envers les obsessions xénophobes – et parfois ouvertement racistes (52) – du Front National, ma définition du fascisme diffère de celle que l'ensemble des médias français nous désigne. En effet, ce parti est devenu « malgré lui » l'un des principaux instruments d'une neutralisation oligarchique de la démocratie, qui permet de renforcer le caractère sécuritaire et policier de l'État, tout en marginalisant les notions de « souveraineté » et de « patriotisme ». Il en résulte l'omnipotence d'un néolibéralisme pourtant majoritairement refusé par les peuples européens. En effet, au moment où j'écris ces lignes, le « social-démocrate » luxembourgeois Jean-Claude Juncker – qui a dirigé pendant 18 ans le paradis fiscal où siègent Clearstream et Euroclear – est le candidat favori à la présidence de la Commission européenne. L'Europe néolibérale ayant été rejetée par voie référendaire, il serait temps que nos responsables politiques prennent conscience que ce déni permanent de démocratie ne peut avoir d'issue heureuse, stable et prospère.

Néanmoins, il semble que le peuple français – à travers une abstention massive plus qu'un recours au vote « protestataire » –, s'est positionné à l'avant-garde de cette nécessaire remise en cause des fondements néolibéraux, déloyaux et atlantistes de l'Union européenne. En ayant boycotté aussi largement ce scrutin européen, les électeurs français ont une nouvelle fois contribué à délégitimer un système néolibéral plus antidémocratique que jamais. D'une certaine manière, sachant que le vote blanc n'est pas comptabilisé, j'ai la conviction d'avoir participé par mon abstention à une forme de révolte pacifiste contre le nouveau fascisme – c'est-à-dire l'imposition autoritaire d'un fondamentalisme néolibéral contraire aux intérêts et à la volonté du peuple européen.

Ainsi, malgré un contexte délétère, nous avons des raisons de nous réjouir, car les citoyens français ont – **massivement et majoritairement** – choisi de refuser à travers leur abstention la légitimation électorale du fascisme réel. « Le changement, c'est maintenant » !

Maxime Chaix

»» http://www.dedefensa.org/article-le_fascisme_r_el_10_06_2014.html

1. [Le supramonde](#) ; voir Jean-François Gayraud, « L'alarmante impuissance contre le blanchiment », Agefi.com, 18 février 2014 : « Des lois de dérégulation ont mis en place une nouvelle architecture du monde autour des triptyques "déréglementation, décloisonnement, désintermédiation" ou encore "privatisations, rigueur budgétaire, libre-échange". (...) Et il faut casser le mythe d'une dynamique naturelle et inéluctable de la mondialisation qui se serait imposée aux politiciens. La mondialisation a été initiée par les classes supérieures des pays riches du Nord et du Sud ; et ce sont elles qui en ont le plus profité.

La conséquence de ce mouvement historique est connue : la mondialisation a libéré les capitaux de leurs contraintes territoriales, enrichissant des classes supérieures formant une nouvelle upperclass mondialisée, des "élites mondialisées" (Jean-Pierre Chevènement), une superclasse (David Ruthkopf), un "supramonde" (Peter Dale Scott). » ([lien](#)).

2. Paul Jorion, préface du livre de Jean-François Gayraud, *Le nouveau capitalisme criminel* (Éditions Odile Jacob Paris, 2014) : « La démocratie existe-t-elle encore et s'il semble que oui, cette apparence n'est-elle pas trompeuse : n'est-elle pas seulement le fruit d'un décor habilement peint en trompe-l'œil ? Répond très crûment à cette question, un article fameux d'une équipe de l'Institut polytechnique de Zurich composée de Stefania Vitali, James B. Glattfelder, et Stefano Battiston, article publié en 2011, consacré au réseau de contrôle des firmes mondiales, sur lequel mon blog fut le premier à attirer l'attention dans le monde francophone (...). Il est mis en évidence dans cet article qu'un petit groupe de 147 firmes contrôle 40 % de la finance et de l'économie mondiales ; le nombre monte à 737 si l'on veut atteindre les 80 %. » (Consultable [ici](#)). À ce sujet, voir également « *Le corporate power, ou le totalitarisme entropique* », [24 octobre 2011](#).)

3. « Hollande et l'adversaire qui "n'a pas de visage" », Nouvelobs.com, [23 janvier 2012](#).

4. Le club « Le Siècle » est une illustration flagrante des réseaux d'influence de l'hyperclasse ici décrite, et de l'institutionnalisation discrète de lieux d'échanges hautement sélectifs au sein desquels se forment des consensus élitistes. Voir par exemple Nolwenn le Blevennec, « La bande à Pierre Carles allume les journalistes du club Le Siècle », Rue89.nouvelobs.com, [16 novembre 2010](#) : « Selon Michel Fiszbin, Le Siècle est un "club occulte où les puissants se cooptent". Le producteur regrette que les journalistes entrent dans des relations "amicales" avec des patrons du CAC40 ou des hommes politiques. Selon lui, cela ne peut qu'influencer leur jugement et biaiser leur travail. ».

5. Jorion, *ibid.* : « La prétention séculaire de la finance à l'extraterritorialité de son domaine par rapport à la morale semble avoir triomphé. La "rationalité" supposée de l'*homo oeconomicus* transcende les catégories éthiques. Souvenons-nous tout de même qu'il ne s'agit nullement de rationalité au sens où on l'entend généralement mais, comme l'écrit très bien Gayraud, d'un simple "comportement carnassier". ».

6. Entretien croisé avec la députée de l'Aisne et ancienne directrice de l'ENA Marie-Françoise Bechtel et l'éditorialiste Nicolas Baverez, *L'Expansion*, [décembre 2013/janvier 2014](#). Selon Madame Bechtel, « [l]a spécificité française tient surtout à la détestation des élites envers la nation. C'est un trait fédérateur très troublant alors que, au Royaume-Uni et aux États-Unis, la crème du pays a le patriotisme chevillé au corps. Il faut se rappeler la tirade de Jean-Marie Messier, au début des années 2000, quand il qualifie les États-Unis de "vraie patrie des hommes d'affaires" avant de s'y installer. Il reconnaissait une autre nation que la sienne pour en faire un modèle universel. Toutes les élites ne l'expriment pas ainsi, mais beaucoup n'en pensent pas moins. Dans les années 90, elles se sont coulées dans le modèle anglo-saxon dominant, certaines de pouvoir tirer leur épingle du jeu de la mondialisation. **Elles ne croient pas en la France.** » (Accentuation ajoutée).

7. Benjamin Dormann, « Washington sur Seine ? Ces ministres de François Hollande qui ont été formés par les Américains », Atlantico.fr, [22 mai 2012](#) ; Jean Paul Baquiast, « La France et l'atlantisme », Europesolidaire.eu, [25 mai 2012](#) : « Les divers contacts pris ou en préparation entre les responsables français et leurs homologues européens montrent que la France, sous François Hollande, ne remettra que marginalement en cause l'atlantisme, défini comme une allégeance de fait et de droit à l'Empire américain. » ; tribune libre de Jean-Philippe Immarigeon, « Rendez-moi Montaigne et Guy Mollet ! », [Theatrum-belli.org](#) : « On commence à connaître [la French American Foundation,] cette officine créée en 1976, et je conseille la lecture de [son site](#) tant ses objectifs

y sont clairement exposés : faire de l'entrisme dans les institutions françaises, et convaincre nos prétendues élites de l'intérêt de servir les intérêts américains. (...) Mais le summum se lit dans la liste des lauréats 2013 publiée le 25 juin dernier. Y apparaît le capitaine de frégate Philippe Naudet, commandant du Sous-marin Nucléaire d'Attaque *Améthyste* (S-605). Ce qui veut dire que la Royale dépêche auprès des Américains un futur pacha de Sous-marin Nucléaire Lanceur d'Engins – puisque le cursus se fait généralement ainsi dans cette arme (...). Mais le plus drôle – à ce stade il ne reste rien d'autre à faire que de rire – c'est que dans le contingent américain des *Young Leaders* de la promotion 2013, notre futur détenteur de secrets nucléaires côtoiera Madame Anne Neuberger, conseillère spéciale du patron de la NSA. »

8. Pour mieux saisir les liens de l'hyperclasse ici décrite avec le sionisme et le monde politique français, le lecteur pourra notamment consulter le site du journaliste indépendant Hicham Hamza : www.panamza.com. Ce sujet est particulièrement épineux en France, pays dont l'actuel Premier Ministre avait publiquement **affirmé** – avant de prendre des fonctions gouvernementales – être « éternellement » lié à l'État d'Israël. Du fait de la difficulté de traiter de l'influence israélienne en France, ce site est donc particulièrement utile, informatif et subversif. À noter que Panamza.com a été cité par d'éminentes personnalités, telles que [Pascal Boniface](#), [Marwan Muhammad](#) ou [Denis Robert](#).

9. Selon des sources bien informées, le Qatar a joué un rôle central dans les coulisses de la guerre en Libye, ayant apparemment exercé une influence majeure sur le pouvoir français afin de déclencher une intervention armée. À ce sujet, voir notamment « Gaz et pétrole : Guerres secrètes », un documentaire de *Spécial Investigation* (Canal +) réalisé par Patrick-Charles Messance (consultable à ce [lien](#)) ; Christophe Ayad, « La France, meilleure alliée de l'Arabie saoudite, au Liban comme en Syrie », [Lemonde.fr](#), 28 décembre 2013 ; Eric Leser, « Comment le Qatar a acheté la France (et s'est payé sa classe politique) », [Slate.fr](#), 6 juin 2011 (etc.).

10. Pour comprendre les fondements de la désindustrialisation de France, je recommande vivement cette analyse de Sylvain Fontan, « Réflexion sur la désindustrialisation de la France », [Leconomiste.eu](#), 3 décembre 2013 : « La disparition d'une stratégie industrielle en France date des années 70. En effet, au-delà des raisons purement économiques, il y a également des éléments historiques et géoéconomiques qui expliquent la désindustrialisation française :

- Le milieu des années 1970 marque la fin des politiques visant à installer un système pouvant stimuler l'industrie. À cette époque, le commissariat général du plan arrête son soutien à l'industrie électronique, et donc également les autres secteurs d'activité gravitant autour. La disparition de cette vision stratégique provient, d'une part, de l'amointrissement de la pensée gaulliste qui cherchait notamment à mener une politique industrielle et à la pérenniser et, d'autre part, de la perte d'appétence de la part de firmes multinationales par ce type [d']approche.
- Parallèlement, ce phénomène est lié à la situation géoéconomique des États-Unis. En effet, à cette époque, les États-Unis sortent de la guerre du Vietnam et voient réapparaître l'Europe et l'Asie sur l'échiquier économique mondial. Après une phase de reconstruction, ces deux zones apparaissent comme des acteurs économiques importants. Or, les États-Unis étaient en pleine guerre froide contre l'Union Soviétique. Dès lors, la montée en puissance de deux nouveaux compétiteurs n'était pas forcément dans l'intérêt direct des États-Unis. Ainsi, ce pays a poussé à l'introduction dans la culture de ces pays (et donc de la France) la perte d'intérêt pour les questions liées aux intérêts nationaux de long terme.

Au final, la France est entrée dans une phase de guerre économique sans se doter des outils d'intelligence économique adéquats pour y faire face. »

11. Le gouvernement Jospin (1997-2002) est celui qui a mené le plus de privatisations. Voir par exemple « Le gouvernement Jospin est celui qui a le plus privatisé », [blog Les Décodeurs](#), [Lemonde.fr](#), 16 novembre 2011.

12. Valérie Segond, « Ces entreprises sans drapeau », [Lemonde.fr](#), 28 avril 2014.

13. Entretien croisé avec la députée de l'Aisne et ancienne directrice de l'ENA Marie-Françoise Bechtel et l'éditorialiste Nicolas Baverez, [L'Expansion](#), décembre 2013/janvier 2014. Selon Madame Bechtel, « [l]a spécificité française tient surtout à la détestation des élites envers la nation. C'est un trait fédérateur très troublant alors que, au Royaume-Uni et aux États-Unis, la crème du pays a le patriotisme chevillé au corps.(...) Dans les

années 90, elles se sont coulées dans le modèle anglo-saxon dominant, certaines de pouvoir tirer leur épingle du jeu de la mondialisation. Elles ne croient pas en la France. ». Voir également l'interview de Marie-Françoise Bechtel par François Rothé, Marianne.net, [janvier 2014](#).

14. Jean-Marc Leclerc, « Fronde sociale et fiscale : les préfets sonnent l'alarme », Lefigaro.fr, [13 novembre 2013](#).

15. À ce sujet, voir le documentaire de Gilles Balbastre et de Yannick Kergoat, intitulé *Les Nouveaux Chiens de garde* et sorti en 2012. Il peut être visionné en intégralité ici : <http://www.youtube.com/watch?v=0FW4Ealqx2>
<http://www.youtube.com/watch?v=0FW4Ealqx2Q>.

16. Pierre Bourdieu, « L'essence du néolibéralisme », *Le Monde Diplomatique*, [mars 1998](#) : « Le passage au "libéralisme" s'accomplit de manière insensible, donc imperceptible, comme la dérive des continents, cachant ainsi aux regards ses effets, les plus terribles à long terme. Effets qui se trouvent aussi dissimulés, paradoxalement, par les résistances qu'il suscite, dès maintenant, de la part de ceux qui défendent l'ordre ancien en puisant dans les ressources qu'il recelait, dans les solidarités anciennes, dans les réserves de capital social qui protègent toute une partie de l'ordre social présent de la chute dans l'anomie. »

17. Serge Wolikoff, « L'esprit de la Résistance toujours d'actualité », *Le Monde Diplomatique*, [mars 2004](#) (accentuation ajoutée) : « Tout comme les systèmes de retraites et les dépenses de santé, l'organisation du travail ne pourrait donner lieu, nous dit-on, qu'à une seule "réforme" possible. Ce discours est actuellement dominant dans l'Europe occidentale du début du XX^e siècle, après plus de cinquante ans de paix et de croissance. Pourtant, dans la France dévastée de l'après-guerre, on a fait d'autres choix en appliquant le programme du Conseil national de la Résistance (CNR) **élaboré dans la clandestinité et adopté le 15 mars 1944**. Le progrès vers plus de justice sociale ne vaudrait donc qu'en temps de pénurie, tandis que l'abondance de la production justifierait l'extension de l'inégalité à tous les domaines de la société ! »

18. James Bradford DeLong, « Thomas Piketty s'attire les foudres de la droite américaine » Leschos.fr, [2 mai 2014](#) : « Le livre de Thomas Piketty "Le capital au XXI^e siècle" s'est répandu rapidement à travers les États-Unis. Au lieu de produire une critique fondée du livre, beaucoup de critiques conservateurs ont lancé des attaques puérides ad nominem contre son auteur. »

19. Vincent de Gaulejac, « Warren Buffett a-t-il raison quand il affirme que la lutte des classes existe et que ce sont les riches qui sont en train de la gagner ? », Atlantico.fr, [31 décembre 2012](#) : « Le milliardaire américain Warren Buffett a déclaré il y a quelques années, non sans humour, qu'il existait "bel et bien une guerre des classes mais c'est ma classe, la classe des riches qui fait la guerre et c'est nous qui gagnons". »

20. Voir Peter Dale Scott, *La Machine de guerre américaine* (Éditions Demi-Lune, Plogastel-Saint-Germain, 2012) pp.259-75. [Voir spécifiquement](#) p.262 : « Ce genre de commentaires agressifs n'est pas spécifique à [Zbigniew] Brzezinski. Son appel à une domination unilatérale fait écho à la publication en 1992 du DPG (*Defense Planning Guidance*) préparé pour le secrétaire à la Défense Dick Cheney par les néoconservateurs Paul Wolfowitz et Lewis "Scooter" Libby : "Nous devons maintenir les mécanismes permettant de dissuader tout concurrent potentiel ne serait-ce que d'aspirer à un rôle régional ou global plus important." Ceci est repris aussi bien par l'étude du Projet pour le Nouveau Siècle Américain (PNAC) en 2000, *Reconstruire les Défenses de l'Amérique* (*Rebuilding America's Defenses*), que dans la Stratégie de Sécurité Nationale du tandem Bush-Cheney de septembre 2002 (...). Enfin, il est résumé dans le document stratégique mégalomane du Comité d'États-majors interarmées des États-Unis (JCS) intitulé *Joint Vision 2020* : "La domination totale et globale signifie la capacité pour les forces des États-Unis, opérant seules ou avec des alliés, de vaincre n'importe quel adversaire, et de contrôler *n'importe quelle situation* entrant dans la gamme des opérations militaires." Une rhétorique (...) vitale, pour ces entreprises qui se sont habituées à engranger les bénéfices de la guerre froide, et qui ont dû faire face aux importantes réductions dans les budgets de la Défense et du renseignement suite à la chute de l'Union soviétique. Ces entreprises sont rejointes par d'autres groupes (...) qui ont également intérêt à préserver l'idéologie de la domination à Washington. Parmi eux se trouvent les nouveaux pourvoyeurs de services militaires privatisés – ou ce que l'on peut appeler la violence entrepreneuriale – créés en réponse à ces coupes dans les budgets de la Défense. »

21. Jürgen Elsässer, *Comment le Djihad est arrivé en Europe*, préfacé par Jean-Pierre Chevènement (Éditions

Xenia, 2006, Vevey). Livre commenté par Annet Sauty de Chalon, « Comment le Jihad est arrivé en Europe / Vers l'Orient compliqué », Lefigaro.fr, [3 novembre 2006](#) (accentuation ajoutée) : « Une enquête (...) signée Jürgen Elsässer. Depuis dix ans, ce journaliste allemand épie l'activisme islamiste en Bosnie. Dans les années 90, de concert avec l'Iran (!) et au mépris de l'embargo, Washington y a fabriqué un "dortoir pour terroristes". Jusqu'à Ground Zero et au métro londonien, Elsässer suit pas à pas ces "brigades internationales de la terreur", **dont Ben Laden n'apparaît pas du tout comme le chef d'orchestre**. Les États-Unis, estime l'auteur, étaient si bien informés qu'ils pouvaient très bien empêcher la tragédie de Manhattan. Sans oléoducs, pas de djihad, résume Elsässer. Quitte à étourdir le néophyte, la profusion et la précision des faits donnent une cadence et un crédit à cette thèse préfacée par Jean-Pierre Chevènement. »

22. Peter Dale Scott, « La Bosnie, le Kosovo et à présent la Libye : les coûts humains de la collusion perpétuelle entre Washington et les terroristes », Mondialisation.ca, [17 octobre 2011](#).

23. *Ibidem*.

24. À l'image de l'Arabie saoudite, cette hydrocarbomonarchie ultralibérale qu'est devenue le Qatar a soutenu massivement les jihadistes en Syrie (« Syrie : le Qatar aurait dépensé 3 milliards de dollars pour armer les rebelles », Latribune.fr, [17 mai 2013](#). Cependant, bien qu'il est de notoriété publique que la CIA et d'autres services alliés (dont le GID saoudien) arment des rebelles décrits comme « modérés », il n'existe pas de sources **officielles** ayant révélé un soutien direct des services spéciaux occidentaux en faveur des groupes armés jihadistes en Syrie. Néanmoins, comme l'a récemment déclaré sur Arte le député et ancien juge anti-terroriste Alain Marsaud, il est possible que les services spéciaux français soient impliqués dans le soutien de réseaux jihadistes combattant le gouvernement el-Assad : « Ça veut dire qu'aujourd'hui, nous avons choisi notre camp : le camp anti-Assad. (...) Et (...) il est vraisemblable que nous ne sommes pas très très loin de rencontrer des gens d'al-Nosra – j'espère au moins qu'on les a infiltrés ! J'en suis même sûr d'ailleurs, au demeurant. Donc ça veut dire que finalement nous sommes des alliés [des jihadistes] sur le terrain, nous poursuivons le même but. » (<http://www.youtube.com/watch?v=UuGij0TvQsY#t=43>). Alain Marsaud a même affirmé sur RTL sa « conviction » que les services spéciaux français avaient soutenu des réseaux jihadistes en Syrie, et que celle-ci était « partagée par beaucoup de gens [,] raison pour laquelle [il avait] demandé (...) la constitution d'une mission d'information, d'une commission d'enquête parlementaire afin de vérifier les conditions dans lesquelles tout ça se passe (...) ». Frédéric Rivière, « Alain Marsaud, député, président du groupe de travail sur la Syrie », Rtl.fr, [24 avril 2014](#).

25. Naomi Klein, *La stratégie du choc : la montée d'un capitalisme du désastre* (Éditions Leméac / Actes Sud), pp.97-159.

26. « Ukraine : les nationalistes de Svoboda inquiètent les juifs et les Russes », Lemonde.fr, [11 novembre 2012](#) ; Julien Licourt, « Le rôle de l'extrême droite dans la révolte ukrainienne », Lefigaro.fr, [28 janvier 2014](#), (etc.).

27. Klein, *La stratégie du choc*.

28. Gayraud, *Le nouveau capitalisme criminel*.

29. « Le piège de l'austérité », document d'information, Oxfam.org, [septembre 2013](#) : « Les programmes d'austérité ont décimé les mécanismes qui réduisent les inégalités et permettent une croissance équitable. Avec l'augmentation des inégalités et de la pauvreté, l'Europe doit faire face à une décennie perdue. Si les mesures d'austérité se poursuivent en Europe, 15 à 25 millions de personnes supplémentaires pourraient se retrouver en situation de pauvreté d'ici 2025. »

30. Joseph Stiglitz et Linda Bilmes, « Bien trop coûteuse guerre d'Irak », Courrierinternational.com, [9 septembre 2010](#) (traduction d'un éditorial paru dans le *Washington Post*) : « Quand les États-Unis ont ouvert les hostilités contre Saddam Hussein, le prix du pétrole n'atteignait pas 25 dollars le baril. Mais avec la guerre les cours ont commencé à s'envoler, et en 2008 le baril valait 140 dollars. Nous pensons que la guerre et son impact sur le Moyen-Orient ont joué un rôle majeur. Non seulement la production irakienne a été stoppée, mais l'instabilité provoquée par la guerre a fait chuter les investissements dans la région. (...) Il est incontestable que la guerre en Irak a considérablement gonflé la dette américaine. C'est la première fois dans l'histoire du pays que le

gouvernement a réduit les impôts alors qu'il partait en guerre. Résultat : un conflit entièrement financé par l'emprunt. La dette américaine est passée de 6 400 milliards de dollars en mars 2003 à 10 000 milliards en 2008 (avant la crise financière) : au moins un quart de cet accroissement est directement imputable à la guerre. La crise financière mondiale est elle aussi due, en partie, à la guerre. Avec la hausse des cours pétroliers, les États-Unis ont dû dépenser davantage pour s'approvisionner à l'étranger et c'est autant d'argent qui n'a pas pu être investi dans le pays. De surcroît, les dépenses de guerre étaient moins aptes à stimuler l'économie que d'autres types de dépenses. Le relâchement de la politique monétaire et de la réglementation financière a permis à l'économie de fonctionner jusqu'à l'éclatement de la bulle immobilière qui a provoqué son effondrement. La guerre en Irak n'a pas seulement contribué à la gravité de la crise financière, elle nous a aussi empêchés d'y répondre efficacement. »

31. Afin d'illustrer l'« indépendance » de nos récents ministres de l'Intérieur, remarquons en particulier [les liens intimes](#) de Nicolas Sarkozy avec le multimilliardaire canadien Paul Desmarais, figure du Groupe Carlyle : « Arrivé avec la veuve de M. Desmarais, Jacqueline, Nicolas Sarkozy a pour sa part livré un témoignage très personnel. "Paul, je t'aimais, je t'admirais", a lancé l'ex-président qui avait trouvé refuge chez Paul Desmarais lors de sa traversée du désert après l'élection présidentielle de 1995. ». Cette relation étroite entre l'ancien Président français et Paul Desmarais a-t-elle [facilité l'embauche](#) de Pierre-Olivier Sarkozy à la direction du Groupe Carlyle ? Concernant Manuel Valls, malgré ses allégeances [sionistes](#) ou [atlantistes](#), il est habituellement décrit comme un homme d'État attaché à la France et à ses valeurs républicaines. Cependant, son attitude fuyante – voire indifférente – dans les dossiers NSA, Alstom et BNP Paribas semblent révélatrices de ses allégeances réelles.

32. Alors qu'il était ministre de l'Intérieur, Manuel Valls s'est fréquemment mis en scène dans sa dénonciation du racisme et de l'antisémitisme. Or, il semble plutôt [ouvert au dialogue](#) avec une certaine extrême droite. Durant le « scandale Dieudonné », Manuel Valls a notamment assimilé la critique d'Israël à de l'« antisémitisme », puis il évoqué ouvertement des projets de [censure](#) d'Internet au nom de la lutte contre le racisme (mais surtout) l'antisémitisme. Ainsi, entre la décision sans précédent du Conseil d'État à l'égard de Dieudonné – qualifiée de « profonde régression » par Jack Lang –, et les projets gouvernementaux de censure d'Internet, le pouvoir politique a utilisé la lutte légitime contre la haine raciale afin de mettre en œuvre des mesures sécuritaires et liberticides. Voir Thomas Wieder, « Jack Lang sur l'affaire Dieudonné : "La décision du Conseil d'État est une profonde régression" », [Lemonde.fr](#), [13 janvier 2014](#).

33. Roland Dumas dans [l'émission Face aux Français](#) (France 2) : « Il faut qu'on trouve un moyen de les diviser [à droite]. Et le moyen de les diviser ça a été la loi électorale, c'est-à-dire la proportionnelle [qui a permis au Front National d'accéder à l'Assemblée Nationale] » ; Saïd Mahrane, « Le Pen raconte Mitterrand », [Lepoint.fr](#), 28 avril 2011 : « En 1981, faute d'avoir ses 500 signatures, le président du Front national ne peut être candidat à la présidentielle. Par la suite, Le Pen écrit au chef de l'État, Mitterrand, afin de réclamer un "traitement équitable". Une aubaine pour le socialiste, qui y voit un moyen de contrer le RPR de Jacques Chirac. Mitterrand prend acte de la requête de Le Pen et le lui fait savoir par courrier. Quelques mois plus tard, la France découvre sur le plateau de TF1, puis d'Antenne 2, deux chaînes de grande écoute, la mèche blonde et les poings rageurs du leader d'extrême droite, pourfendeur – déjà – de l'immigration. Merci qui ? "L'omerta avait été rompue grâce à Mitterrand", [reconnaît](#) le tribun frontiste. » ; Marine Tertrais, « Quel a été le rôle du PS dans la montée du Front national ? », entretien avec Philippe Braud, [Jolpress.com](#), [26 novembre 2013](#) : « En 1985, à la veille des élections législatives, François Mitterrand, sachant qu'il pouvait perdre sa majorité, a tenté une manœuvre de dernière chance : il a fait modifier la loi électorale. Pour la première fois sous la Ve république, les législatives se sont déroulées intégralement au scrutin proportionnel à un seul tour. C'est ainsi que le Front national a pu obtenir 32 sièges. Avec le scrutin majoritaire uninominal à deux tours, le FN n'avait aucune chance. (...) C'était un calcul assez machiavélique qui n'a pas marché. » (etc.).

34. Alexandre Dézé, « La banalisation médiatique du FN », [Liberation.fr](#), 11 février 2013 (accentuation ajoutée) : « **De fait, [la] banalisation [du FN] doit être avant tout considérée, pour l'heure, comme le produit d'une construction sondagière et médiatique.** Marine Le Pen était à peine élue à la présidence du FN que les responsables d'instituts, relayés par la plupart des commentateurs politiques, célébraient déjà le succès de sa stratégie de dédramatisation. Dès le mois de mars 2011, Gaël Sliman (de l'institut BVA) pouvait ainsi affirmer : "Le pari de Marine Le Pen de dédramatiser le FN est atteint" (*le Figaro*, 28 mars 2011). En janvier 2012, Edouard Lecerf (TNS Sofres) indiquait : "Le terme Front national est en train de se normaliser" ; "L'effet Marine Le Pen se

confirme” (*Le Monde*, [12 janvier 2012](#)). Aujourd’hui, cette belle prophétie semble donc se réaliser. On ne saurait cependant oublier que la réalité sondagière et médiatique du FN n’est pas, loin s’en faut, la réalité du FN. » ; Arnaud Mercier, « Tous aux abris ! Pourquoi le traitement médiatique d’un FN en tête des Européennes sera bien pire à supporter que les résultats eux-mêmes », *Atlantico.fr*, [22 mai 2014](#).

35. « Inégalités : 1% de la population mondiale détient près de la moitié des richesses », *Laparisien.fr*, [20 janvier 2014](#) : « Il est sidérant qu’au XXIème siècle, la moitié de la population mondiale, soit 3,5 milliards de personnes, ne possède pas plus qu’une minuscule élite », se lamente Winnie Byanyima, la directrice générale d’Oxfam international. À quelques jours du forum de Davos, qui rassemble du 22 au 25 janvier prochains dans la station suisse, les principaux décideurs économiques, l’ONG qui lutte contre les inégalités et la pauvreté, sort un rapport édifiant. Selon ses chiffres, la richesse combinée des 85 personnes les plus riches du monde, qui s’élève à environ 85 trillions d’euros, est égale à celle de la moitié la moins riche de l’humanité. Depuis le début de la crise en 2008, ces inégalités se sont même sensiblement accrues. “Même si la crise a momentanément entamé la part des richesses mondiales détenues par les plus riches, ces derniers se sont depuis largement rattrapés”, explique ce rapport. Les 1% des personnes les plus riches en Chine, au Portugal et aux États-Unis ont plus que doublé leur part de revenus national depuis 1980. L’Europe ne fait pas exception. La fortune combinée des 10 personnes les plus riches d’Europe (217 milliards d’euros) dépasse le coût total des mesures de relance mises en œuvre dans l’Union européenne entre 2008 et 2010 (200 milliards d’euros). (...) Les causes de ce creusement sont nombreuses : la déréglementation financière, les règles et les systèmes facilitant l’évasion fiscale, mais aussi les mesures d’austérité. »

36. Hostiles à l’Union européenne, à la monnaie unique et à l’OTAN, l’ancien haut-fonctionnaire [François Asselineau](#) et son parti politique (l’UPR) connaissent un certain essor – notamment grâce à leur activisme sur les réseaux sociaux. Bien que je ne partage pas systématiquement leurs conclusions, leurs analyses sont souvent percutantes, anticonformistes et intéressantes ; à ce sujet, voir [l’article 63](#) du Traité sur le Fonctionnement de l’Union Européenne (TFUE), qui proscrit l’interdiction des délocalisations en Europe : « 1. Dans le cadre des dispositions du présent chapitre, toutes les restrictions aux mouvements de capitaux entre les États membres et entre les États membres et les pays tiers sont interdites. (...) » ; Francis Jurnot, « Rendez-nous notre industrie ! », *Marianne.fr*, [14 décembre 2011](#), (etc.).

37. Peter Dale Scott, *La Machine de guerre américaine* ([Éditions Demi-Lune](#), Plogastel-Saint-Germain, 2012).

38. Hugo Natowicz, « La guerre inconnue », *Fr.ria.ru*, [7 octobre 2011](#) (accentuation ajoutée) : « Peu avant sa mort, l’ancien président français François Mitterrand s’est livré à une confession au caractère inhabituel, troublant. Au milieu des entretiens publiés dans le livre de Georges-Marc Benhamou “Le dernier Mitterrand”, l’ex-chef de l’Etat glissait : **“La France ne le sait pas, mais nous sommes en guerre avec l’Amérique.** Oui, une guerre permanente, une guerre vitale, une guerre économique, une guerre sans mort apparemment. Oui, ils sont très durs les Américains, ils sont voraces, ils veulent un pouvoir sans partage sur le monde. C’est une guerre inconnue, une guerre permanente, sans mort apparemment et pourtant une guerre à mort” . »

39. Daniel Schneidermann, « Les États-Unis contre la BNP : silence politique en France », *Arretsurimages.net*, [30 mai 2014](#). Jean-Michel Gradt, « Fabius lie le dossier BNP Paribas au traité UE/USA », *Lesechos.fr*, [06 juin 2014](#). Précision importante : la Commission européenne a été mandatée pour négocier le TAFTA avec les États-Unis. Par conséquent, le gouvernement français ne peut suspendre ces négociations, « parce que **seule la Commission européenne négocie ce traité.** La France pourra donner son avis lors du vote du Conseil européen et, en refusant de signer, compromettre la mise en place du TAFTA. **Mais je doute de cette issue, puisque Hollande a dit à plusieurs reprises que ce traité était une bonne chose...** » (« Affaire BNP Paribas : “Menacer les Etats-Unis de représailles est ridicule”, entretien avec Michel Crinetz, *20minutes.fr*, [accentuation ajoutée], [6 juin 2014](#).)

40. Diane Jean, Jonathan Parienté et Maxime Vaudano, « BNP : tout comprendre à la menace américaine d’une amende record », *Lemonde.fr*, [30 mai 2014](#), accentuation ajoutée. Voir également Régis Bismuth, « BNP Paribas : derrière les 10 milliards, l’extraterritorialité américaine », *Liberation.fr*, [5 juin 2014](#).

41. « Iran – Obama menace les entreprises [françaises] qui violeraient les sanctions », *Zonebourse.com*, [11 février 2014](#).

42. « Amende record pour BNP Paribas : les Etats-Unis veulent éliminer la concurrence en Iran ? », entretien avec Michel Makinsky, Opinion-internationale.com, [22 mai 2014](#) : « Je suis un peu surpris de la relative timidité des pouvoirs publics français à cet égard. Si l'on envisage qu'il y ait un accord entre les 5 + 1 (...) et l'Iran, ce qui n'est pas du tout acquis, et que cet accord se traduise par une levée officielle des sanctions, un problème essentiel demeurera entier : les pressions officieuses exercées par le [T]résor américain sur ces banques ne seront pas abandonnées parce qu'elles ne sont pas officielles justement. Il y donc là un véritable souci : en pratique, on peut donc craindre que la levée des sanctions officielles ne soit, de ce fait, d'un effet assez limité, en particulier pour les sociétés françaises qui souhaitent opérer en Iran.

Donc, au-delà de l'affaire BNP Paribas, on aimerait qu'il y ait une attitude de fermeté des autorités françaises puisque les pressions officieuses rendront, en grande partie, inopérante cette levée de sanctions. Les entreprises françaises resteront pénalisées. Les entreprises américaines auront, en revanche, un boulevard. Ce qui bien évidemment est en réalité l'objet de ces sanctions : éliminer de l'accès au marché iranien la concurrence étrangère, notamment française. »

43. Page regroupant les principaux articles de Jean-Claude Paye : <http://www.voltairenet.org/article182063.html>.

44. Contrairement à ce qu'ont affirmé la majorité des médias francophones, la sous-secrétaire d'État aux affaires européennes et eurasiatiques Victoria Nuland n'a pas dit à son ambassadeur en Ukraine « Que l'UE aille se faire foutre ! ». En réalité, elle a affirmé que la nomination d'un émissaire de l'ONU loyal envers les États-Unis permettrait d'« **enculer** l'UE » dans la crise ukrainienne – ce qui nous amène à une interprétation fort différente des propos qui lui ont été attribués. Consultez l'intégralité de la conversation interceptée : <http://www.voltairenet.org/article182063.html>.

45. « Espionnage américain : la Commission européenne classe le dossier Swift », Rtbf.be, [27 novembre 2013](#). Voir [GEAB n°83](#), note n°2.

46. Benjamin Dormann, « Washington sur Seine ? Ces ministres de François Hollande qui ont été formés par les Américains », Atlantico.fr, [22 mai 2012](#).

47. Dan Israel, « Péan contre le “journalisme d'investigation”, Arretsurimages.net, [21 septembre 2010](#) (accentuation ajoutée) : « Comme nous le rappelions (...), Péan et Plenel se sont livrés une guerre féroce lorsque l'enquêteur a publié, avec Philippe Cohen, *La Face cachée du Monde* en 2003, qui attaquait de front la direction Plenel-Colombani. Certains des chapitres du livre sont étranges, comme celui intitulé “*Ils n'aiment pas la France*”, reprochant notamment au journal ses enquêtes sur la torture en Algérie, **ou celui qui insinue qu'Edwy Plenel serait une taupe de la CIA.** »

48. L'atlantisme est à ce point omniprésent dans les médias français qu'il serait particulièrement difficile d'en recenser les symptômes de façon synthétique. Néanmoins, voici un article intéressant sur les réseaux d'influence atlantistes dans les médias français : Denis Boneau, « La face cachée de la Fondation Saint-Simon », [Voltairenet.org](#), [10 février 2004](#). Concernant les réseaux d'influence néoconservateurs, le lecteur pourra s'intéresser notamment au [Cercle de l'Oratoire](#), dont la revue [la revue Le Meilleur des Mondes](#) est un prolongement ; Eric Aeschmann, « Les meilleurs amis de l'Amérique », [Libération.fr](#), [9 mai 2006](#) : « Depuis les manifestations contre l'intervention des États-Unis en Irak, des intellectuels français, révoltés par l'antiaméricanisme [sic], ont fondé le Cercle de l'Oratoire. Inspirés par les néoconservateurs et pourfendeurs de l'islamisme radical, ils se réunissent à Paris dans un temple protestant. ».

49. Le grand résistant Stéphane Hessel a été littéralement insulté par de nombreux réseaux d'influence sionistes, dont [le CRIF](#). Le lecteur jugera librement de l'acceptabilité et de l'honnêteté des arguments du président du CRIF, Richard Prasquier. Dans un tel climat, il est particulièrement difficile de critiquer Israël dans les médias français, comme peut notamment en témoigner Pascal Boniface : « À l'origine de la polémique, la publication récente d'un livre de Pascal Boniface (...), qui fait suite à une “note” d'avril 2001. Plus connu comme directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris), Boniface était alors délégué national du PS pour les questions stratégiques. Un an avant la présidentielle, il s'interroge, dans sa note interne destinée à François Hollande et Henri Nallet, chargé des affaires internationales au PS, sur “l'efficacité électorale” des positions du parti, jugées trop favorables à Israël alors que l'électorat d'origine arabe pèse de plus en plus lourd. “Peut-on diaboliser Haider

et traiter normalement Sharon ?” demande-t-il dans ce texte, en mettant sur le même plan le leader de l’extrême droite autrichienne, connu pour ses positions ambiguës sur le nazisme, et un dirigeant israélien. L’ambassadeur de l’État hébreu, Elie Barnavi, s’en mêle, Boniface s’emporte, et la communauté juive s’émeut. Depuis, le directeur de l’Iris est au centre d’une polémique permanente... qu’il n’hésite pas à alimenter. Ainsi, dans le journal suisse le Temps, il propose en 2002 sur le ton de la dérision d’inscrire Israël dans la liste des pays de “l’axe du Mal” ! En janvier 2003, Laurent Fabius et Serge Weinberg, président du directoire de Pinault-Printemps-Redoute, démissionnent du conseil d’administration de l’Iris. En mai, la revue juive l’Arche titre “Est-il permis d’être antisémite ?”, et consacre quatre pages au livre de Boniface... La querelle déborde les milieux juifs ou socialistes : en juin, le professeur Grosser démissionne de l’Express à la suite de la publication par l’hebdo des réactions hostiles provoquées par un de ses articles favorable à Boniface.

Déjeuner “amical”. Au lendemain du congrès de Dijon, réuni mi-mai, le PS se décide donc à trancher. “J’ai estimé, avec François Hollande, que les conditions n’étaient pas réunies pour que son travail continue sereinement”, commente Pierre Moscovici, nouveau secrétaire aux relations internationales. Boniface, “militant utile et actif”, est viré de son poste de délégué national au terme d’un déjeuner “amical”, le 18 juin. “Je ne peux pas laisser dire que la position du PS est pro-israélienne”, se défend Moscovici. » (Jean-Dominique Merchet, « Israël fait claquer la porte du PS », [18 juillet 2003](#)).

50. « Boko Haram, la secte djihadiste préférée des monarchies du Golfe », entretien avec Alain Chouet par Régis Soubrouillard, Marianne.net, [20 mai 2014](#).

51. Cf. note n°9. Voir également Bob Graham, « Il faut rouvrir l’enquête du 11-Septembre ! », Huffingtonpost.fr, [11 septembre 2012](#) : « Le temps qui s’est écoulé depuis le 11 septembre 2001 n’a pas diminué la **méfiance** que beaucoup d’entre nous ressentent à l’égard de la version officielle (...) des attentats, et surtout, la question de qui les a financés et soutenus. (...) »

Dès le début de la [commission Graham-Kerrey], l’enquête parlementaire sur le 11-Septembre [coprésidée par le sénateur Graham], il a paru peu plausible que les pirates de l’air (...) aient pu réaliser **seuls** ce complot abominable. Les investigations ont montré la justesse de ces soupçons, et un chapitre de 28 pages dans le rapport [de cette commission] est consacré aux sources de soutien étranger pour certains de ces terroristes quand ils étaient aux États-Unis. Mais ce chapitre reste censuré, son accès **refusé** aux Américains.

Hélas, ces 28 pages ne représentent qu’une **fraction des preuves de la complicité saoudienne que notre gouvernement continue de cacher au public**, sous forme d’un programme de classification tronquée, qui semble surtout faire partie d’un effort systématique pour **protéger l’Arabie saoudite de la responsabilité de ses actions**. ».

52. Abondamment documentée, la référence suivante suffira à appuyer cette démonstration – Monsieur le Pen ayant été condamné à de nombreuses reprises pour des propos jugés racistes : http://fr.wikipedia.org/wiki/Jean-Marie_Le_Pen#Condamnations_de_ses_propos.